

Burundi : Le coup de maître du CNDD-FDD à Arusha

Deutsche Welle, 20.02.2017 Malgré le boycott actif des travaux du dialogue par la partie gouvernementale, les représentants du CNDD-FDD au pouvoir ont réussi tout de même à convaincre certains opposants en exil de rentrer avec eux à Bujumbura. Parmi eux, l'ancienne 2ème vice-présidente du Burundi, Alice Nzomukunda, et Mathias Basabose, l'ancien commissaire général du CNDD-FDD chargé de la vie du parti. Sans oublier Joseph Ntidendereza du Frodebu-Nyakuri, un parti d'opposition. [Photo : L'ombudsman burundais Edouard Nduwimana présente les trois opposants rentrés d'exil à leur arrivée lundi 20 février à l'aéroport de Bujumbura]

Le secrétaire général adjoint du CNDD-FDD, Joseph Ntakirutimana s'est réjoui de ce retour au bercail de ces personnalités politiques qui se sont opposées au troisième mandat de Pierre Nkurunziza. "Ils ont compris que ce qu'ils appellent CNARED, c'est quelque chose qui travaille sur la base de choses qui ne correspondent pas aux réalités que nous vivons. Ils ont donc décidé de rentrer d'eux-mêmes. Quand nous aurons vu un grand nombre de Burundais qui souffrent à l'extérieur rentrer au pays, alors là, nous pourrions dire qu'il y a une victoire. Nous espérons que ça va continuer et que ça peut affecter d'autres Burundais " Il y a bientôt deux mois, le Procureur Général de la République a annulé les mandats d'arrêts internationaux qui avaient été émis contre 15 personnalités burundaises, en novembre 2015. Un acte perçu comme un signe d'apaisement de la part du pouvoir. Selon le Procureur de la République, les raisons à la base de l'émission de ces mandats ne subsistent plus. Parmi les personnes concernées, on retrouve l'ancien Président de l'Assemblée nationale, Pie Ntavyohanyuma, l'ancien vice-président Gervais Rufyikiri, ou encore l'ex-président du CNARED, Léonard Nyangoma. Après recoupements, la plupart d'entre eux ne sont pas encore rentrés à Bujumbura. L'avenir du Burundi confié à l'Afrique de l'Est Dimanche dernier, lors de la clôture des travaux du dialogue inter-burundais, le facilitateur a formulé des propositions de sortie de crise. Elles seront soumises aux chefs d'Etat de la Communauté d'Afrique de l'Est. Lors de ce sommet extraordinaire, dont la date n'a pas encore été fixée, les dirigeants des pays de la communauté d'Afrique de l'Est devront se prononcer entre autres sur des questions politiques, constitutionnelles, législatives et électorales. Mais aussi sur la situation socio-économique, les questions humanitaires et de sécurité au Burundi. Or, avant même que le sommet annoncé n'ait effectivement lieu, la Directrice de la Maison Schalom, une ONG fermée depuis un an au Burundi rejette ces propositions émises par Benjamin William Mkapa, le facilitateur de la communauté régionale. Marguerite Barankitse exige purement et simplement le départ du pouvoir de Pierre Nkurunziza. " Pierre Nkurunziza lui-même en est conscient, puisqu'il ne sort plus depuis le 14 mai 2015. Il n'est pas président, il est imposé. Il a volé le pouvoir. Qu'il le remette. Et que la CPI le juge. Nous attendons qu'il nous redonne notre dignité."

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});